



Comité Européen de Liaison sur les Services d'Intérêt Général European Liaison Committee on Services of General Interest

Services d'intérêt général, Charte des droits fondamentaux et Traité

Le Celsig a organisé le 2 mars 2000 au Parlement européen à Bruxelles un séminaire européen pour confronter et faire converger les propositions des acteurs et réseaux européens afin de franchir une nouvelle étape dans la reconnaissance des Services d'intérêt général dans la Charte des droits fondamentaux et le traité de l'Union Européenne.

Ci-dessous les propositions issues des discussions et soumises à la Convention et à la Conférence intergouvernementale.

Propositions du CELSIG en vue de la Charte des droits fondamentaux et de la Conférence intergouvernementale

Les services d'intérêt général constituent un élément important des valeurs communes de l'Union. Ainsi que le note la Commission dans sa communication de septembre 1996: "*Les sociétés européennes sont attachées aux services d'intérêt général qu'elles ont mis en place. Ces services répondent en effet à des besoins fondamentaux. La fonction de ciment de la société que ces services assument dépasse le seul niveau des préoccupations matérielles. Elle comporte une dimension symbolique: les services d'intérêt général offrent des repères à la collectivité et sont constitutifs du lien d'appartenance des citoyens à celle-ci. Ils constituent ainsi un élément de l'identité culturelle pour tous les pays européens, jusque dans les gestes de la vie quotidienne*".

Nous pouvons ajouter aujourd'hui qu'ils constituent également, du fait de la construction du marché unique sur tout le territoire européen et de la mise en place de la monnaie unique, un élément de cohésion économique dans l'Union européenne. Par ailleurs, le traité d'Amsterdam (article 16) est venu reconnaître leur rôle dans la promotion de la cohésion sociale et territoriale de l'Union. Les services d'intérêt général sont de plus un élément essentiel de la garantie pour tous de la mise en œuvre des droits fondamentaux de la personne.

Ces orientations devraient être consolidées lors de l'élaboration de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne et à l'occasion de la Conférence intergouvernementale. C'est pourquoi le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général propose :

1/Charte des droits fondamentaux

Les valeurs démocratiques et le respect des droits de l'Homme fondent la civilisation européenne. La Charte des droits fondamentaux doit permettre leur exercice par les citoyens et résidents européens. Le fonctionnement de la démocratie européenne en dépend.

La Charte des droits fondamentaux, prenant appui sur la Charte sociale européenne (Conseil de l'Europe), doit garantir l'intégrité, la liberté, l'égalité, la dignité, le bien-être et le développement de la personne. Les Services d'intérêt général sont un élément pour garantir l'exercice de ces droits fondamentaux d'accéder à des biens et services essentiels tels que nourriture, sécurité, emploi,

Services of general interest, Charter of Fundamental Rights and Treaty

On Thursday, 2nd March 2000, at European Parliament in Brussels, Celsig organised a European seminar to confront and bring together propositions from different European actors and networks, in order to attain a farther step in the recognition of Services of General Interest in the Charter of Fundamental Rights and the Treaty of the European Union.

Hereunder is the propositions as they came out of the discussions and are submitted to the Convention and the Intergovernmental Conference.

CELSIG propositions in view of the Charter of Fundamental Rights and the Intergovernmental Conference

Services of general interest constitute a significant element of the Union's common values. This opinion has been underlined by the Commission itself in its communication of September 1996:

"European societies are committed to the general interest services they have created which meet basic needs. These services play an important role as social cement over and above simple practical considerations. They also have a symbolic value, reflecting a sense of community that people can identify with. They form part of the cultural identity of everyday life in all European countries."

Today, following the establishment of the common market over the whole European territory and the introduction of the common currency, we may add that these services, equally constitute a factor of economic cohesion in the European Union. Further, the Treaty of Amsterdam (article 16) recognises their role in the strengthening of social and territorial cohesion. The services of general interest play, in addition, an essential role in the guarantee to all, of the application of individual's fundamental rights.

These orientations should be consolidated during the elaboration of the Charter of fundamental rights in the European Union and during the Intergovernmental Conference. That is why the European Liaison Committee on Services of General Interest proposes the following:

1/ Charter of fundamental rights

Democratic values and the respect of Human Rights are the basis of the European civilisation. The Charter of fundamental rights must allow the exercise of these values by all European citizens and residents. The proper functioning of the European democracy depends on this aspect.

The Charter of fundamental rights, based on the European Social Charter (Council of Europe), must guarantee the integrity, the freedom, the equality, the dignity, the well being and personal advancement of the person. Services of general interest are a factor that guarantees the exercise of these fundamental rights, of having access to goods and essential services such as food, security, employment,

logement, culture, éducation et instruction, soins de santé, transports, énergie, information et communications (poste, télécommunications, Internet, médias), accès aux services bancaires et financiers, protection des consommateurs, environnement de qualité pour aujourd'hui et pour les générations futures.

Nous proposons donc que figure dans la Charte :

"Article X – Services d'intérêt général

1. Toute personne a droit à l'accès aux services d'intérêt général

2. Les services d'intérêt général garantissent l'exercice des droits fondamentaux"

"Article Y – Droit à un recours effectif

Toute personne physique ou morale, dont les droits et libertés ont été violés, a droit à un recours effectif devant le juge désigné par la loi, y compris devant la Cour de justice des Communautés européennes."

La Charte des droits fondamentaux doit être intégrée au traité de l'Union européenne, afin d'avoir une portée juridique contraignante.

2/Conférence intergouvernementale

Sur ces bases, l'article 16 (ex-article 7 D) du traité devrait être complété :

" a) Les services d'intérêt général sont des composantes des valeurs communes de l'Union ; ils participent à la garantie d'exercice des droits fondamentaux de la personne tels que définis par le présent traité ; ils contribuent à la promotion de la cohésion sociale et territoriale de l'Union.

" b) L'Union Européenne et ses Etats membres garantissent l'accès de chacun aux services d'intérêt général.

" c) Sans préjudice des articles 73, 86 et 87, la Communauté et ses Etats membres, chacun dans les limites de leurs compétences respectives et dans les limites du champ d'application du présent traité, garantissent que ces services fonctionnent sur la base de principes et dans des conditions qui leur permettent d'accomplir leurs missions. Ces dispositions sont mises en œuvre dans le plein respect entre autres des principes d'égalité de traitement, de qualité, de continuité de ces services, ainsi que des principes de transparence et d'évaluation quant à leur définition, leur mise en œuvre et leur fonctionnement ”.

3/Charte des Services d'intérêt général

Une Charte des Services d'intérêt général au niveau communautaire devrait être élaborée avec l'ensemble des acteurs concernés (institutions, élus, entreprises, personnels et syndicats, organisations de consommateurs, ONG civiques, etc.). Cette Charte devrait permettre de prendre en compte le principe de subsidiarité et comporter en particulier :

- la création d'instances d'évaluation démocratique à chaque échelon territorial pertinent (local, national, européen) ;
- la mise en place de régulations à ces divers échelons ;
- l'examen de la création dans certains secteurs d'intérêt européen de services d'intérêt général au plan communautaire.

Par ailleurs, le CELSIG propose qu'une Directive-cadre, démocratiquement élaborée, permette de donner une cohérence d'intérêt général aux directives sectorielles et de fournir une base juridique à ces propositions.

housing, culture, education and training, health treatment, transport, energy, information and communication (postal services, telecommunications, Internet, media), access to financial and bank services, consumer protection, good quality environment for today and the generations to come.

We therefore propose that appears in the Charter :

"Article X – Services of general interest

1. Every individual has a right to access to services of general interest

2. Services of general interest guarantee the exercise of fundamental rights"

"Article Y – Right to an effective appeal action

Any individual, physical or moral, whose rights and liberties have been violated, has a right to an effective appeal to a judge designated by the law, including the Court of Justice of the European Communities."

The Charter of fundamental rights should be integrated into the treaty of the European Union, in order to have constraining legal significance.

2/ Intergovernmental Conference

On these bases, the article 16 (formerly article 7D) of the Treaty should be supplemented:

"a) Services of general interest are components of the common values of the Union; they participate in ensuring the exercise of the fundamental rights of the individual as defined in the present Treaty; they contribute to the promotion of social and territorial cohesion in the Union.

"b) The European Union and its Member States guarantee the access of everyone to services of general interest.

"c) Without prejudice to articles 73, 86 and 87, the Community and its Member States, each within their respective powers and within the sphere of implementation of the present Treaty, guarantee that such services operate on the basis of principles and conditions which enable them to fulfil their missions. Such measures are established in full respect of, *inter alia*, the principles of equality of treatment, quality, continuity of these services, as well as of the principles of transparency and evaluation concerning their definition, their application and their operation”.

3/ Charter of the services of general interest

A Charter of the services of general interest at the Community level should be elaborated with all stakeholders (institutions, elected representatives, enterprises, employees and unionists, consumer organisations, civic NGOs, etc). Such a Charter should permit the taking into account of the principle of subsidiarity and it should in particular include:

- the creation of democratic evaluation bodies at each relevant level (local, national, European);
- the establishment of regulations at the respective levels;
- the consideration of the creation of services of general interest at the Community level, in certain sectors of European interest.

Further, CELSIG suggests that an encompassing directive, democratically elaborated, provides the possibility for the general interest coherence to the sector related directives and for the provision of a legal basis to these propositions.